



*La force de tous
les agents de la DGFIP*

Section du Nord

le 16 janvier 2014

CTL EMPLOI DU 16 JANVIER 2014

En 12 ans, 30 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP.

Au motif purement comptable de réduire la dépense publique, la DGFIP subit depuis plusieurs années, le non remplacement de 2 postes sur 3 de fonctionnaires partant à la retraite.

Plus d'1/5ème des postes de la DGFIP ont été supprimés en 12 ans, n'entraînant cependant aucune réduction significative de la masse salariale.

Les premiers sacrifiés ont été les agents C et B.

Alors que la charge de travail ne cesse d'augmenter, que dans tous les services la complexité s'accroît, que les conséquences de la crise engorgent les accueils, c'est cette année encore les agents C qui subissent de plein fouet ces décisions politiques.

Ces emplois sont socialement utiles et budgétairement rentables, les supprimer c'est entretenir le chômage et réduire la présence du service public sur le territoire, c'est entretenir et amplifier la dégradation des conditions de travail, et d'exercice des missions.

Alors que la fraude fiscale est évaluée entre 60 et 80 milliards d'euros, que le besoin de justice fiscale et de services publics se fait de plus en plus pressant le constat s'impose : il faut des moyens humains et budgétaires à la DGFIP qui doit enfin être reconnue prioritaire par le gouvernement.

Le Nord, cette année encore, tient le haut du pavé avec 64 suppressions nettes d'emplois.

Les services sont exsangues, pourtant il faudra faire avec 40 agents C, 13 agents B, 9 A et 2 A + de moins.
Cette situation est intolérable et insupportable.

Solidaires Finances Publiques tient aussi, aujourd'hui, à dénoncer le non respect de l'engagement de la Direction Générale qui était de pourvoir toutes les vacances d'emplois au CPS fixe de Lille. En transférant 18 emplois du CPS fixe au CPS relais (sans garantie qu'ils

soient pourvus un jour), la direction locale pénalise les postes du réseau.

En effet, du fait des nouvelles normes SEPA , les postes ne pourront plus gérer l'activité de mensualisation, cette activité sera basculé dans son intégralité au CPS. Avec 18 agents de moins de mars à août et les retards que cela va engendrer, c'est bien les accueils des trésoreries qui seront indubitablement impactés.

De plus, en pleine période de mise en place de la démarche stratégique, qui réaffirme la volonté de Bruno Bezard de désintoxiquer les contribuables du guichet et de dématérialiser leurs relations avec notre administration, il est choquant qu'un service faisant office de vitrine se retrouve amputé de près de 1/3 de son effectif

Aussi, les représentants de Solidaires Finances Publiques refusent de siéger ce jour pour entériner cette casse du service public.